

Le blocage des bennes met le centre-ville sous tension

Depuis trois jours, des grévistes empêchent des véhicules de collecte d'ordures d'opérer. Effet immédiat dans les 1^{er}, 4^e, 5^e, 6^e et 7^e arrondissements...

Lancé ce mardi par le syndicat CGT des agents territoriaux de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le mouvement de grève d'une partie des personnels en charge de la collecte des déchets ménagers n'a pas tardé à produire ses premiers effets visuels et olfactifs dans le centre-ville.

En bloquant à deux reprises le garage de La Cabucelle (15^e) où sont stationnés leurs camions-bennes, les grévistes ont empêché la sortie de 17 véhicules (15 selon la Métropole) et donc la collecte des ordures dans les quartiers concernés, à savoir les 1^{er}, 4^e, 5^e, 6^e et 7^e arrondissements de Marseille (auxquels la CGT ajoute les 11^e et 12^e). Et encore hier soir, réunis devant le centre de La Cabucelle, une cinquantaine de personnels ont à nouveau bloqué les accès au garage, empêchant toute sortie de véhicule.

Dénonçant un mouvement "très minoritaire" auquel le syndicat FO a notamment refusé de s'associer - des sources proches de la Métropole parlent d'une vingtaine d'agents sur les 180 que compte ce service - la collectivité dit avoir pris des mesures pour éviter que le conflit ne produise des conséquences dommageables pour les habitants et l'image de la ville. Affirmant que seule la moitié de la collecte est impactée à ce jour, la Métropole dit avoir renforcé les équipes de terrain en faisant appel aux agents non grévistes et à des véhicules issus d'autres centres, ce qui aurait permis, dans certains secteurs,

d'enlever le surplus de déchets accumulés. Ce n'est pourtant pas ce que nos images révèlent sur le terrain...

Concernant les raisons de ce conflit, la CGT, qui a reçu le soutien de l'intersyndicale regroupant la SDU 13, l'Unsa, la CFDT et les Autonomes, rappelle que tout est parti de l'agression d'un conducteur de benne, le 17 mars dernier, conduisant ses camarades à exercer leur droit de retrait et son syndicat à appeler l'ensemble des agents à faire de même en signe de solidarité.

Comme le précise Mohamed Rekaiki, délégué syndical CGT, cet incident est la goutte qui a fait déborder le vase, ce qui explique que les personnels aient très vite mis en avant, en plus de la sécurité des personnels, des revendications récurrentes portant sur les rémunérations et les conditions de travail.

"Nous demandons que la

La nouvelle collectivité élargie exacerbe les antagonismes et les luttes d'influence.

prime de fin d'année de 2300€ bruts et la prime d'été de 800€ pour les chauffeurs ne soient plus impactées par les différentes situations que peuvent connaître les agents, comme une maladie, une sanction ou une 'surcharge camion'. Nous demandons également que le travail du dimanche, aujourd'hui payé 74 centimes d'euro, soit rémunéré de manière décente, en étant porté à au moins 2€. Nous exigeons aussi qu'il n'y ait plus d'embauches de vacataires et que cesse le harcèlement dont sont victimes les chauffeurs, les rippeurs et les cantonniers, de la part de leur

hiérarchie."

L'Union départementale CGT qui soutien le mouvement, y ajoute "un 13^e mois non modulable" et "une reconnaissance de technicité des chauffeurs d'engins robotisés".

Doléances auxquelles la Métropole dit avoir du mal à répondre en raison de leur caractère "très hétérogène" mais aussi et surtout "parce qu'elles relèvent pour certaines des instances paritaires en cours d'installation, ou évoquent pour d'autres le retour inacceptable du fini-parti".

Ce bras de fer s'inscrit dans un contexte de fortes tensions entre les syndicats FO et CGT; la nouvelle collectivité élargie ayant exacerbé les antagonismes et les luttes d'influence. Certains grévistes évoquent "des pressions inacceptables exercées par d'autres syndicalistes" qui ne sont pas dans le mouvement, ainsi que le recours à "une entreprise privée" pour assurer les tournées.

Quoi qu'il en soit, la Métropole a mis fermement en garde les grévistes dans un communiqué diffusé hier soir, affirmant que "si le mouvement venait à perturber le travail des agents non grévistes, la Métropole n'hésitera pas à saisir la force publique", en l'occurrence le préfet de police.

Un conflit qui pourrait d'ailleurs rapidement s'enliser. Et pour cause: hier soir, à l'heure où nous écrivions ces lignes, aucune rencontre ni négociation entre les deux parties n'était à l'ordre du jour...

Philippe GALLINI



Du côté de Noailles, les conteneurs débordaient allègrement hier, au grand dam des piétons et des riverains. /PHOTO VALÉRIE VREL